

Et si les Français étaient des Grecs ?

Par François de Closets

Le Point n° 2061 du jeudi 15 mars 2012

Plan B. Une fois les postures électorales balayées, la France ne pourra échapper à la cure d'austérité.

L'élection présidentielle doit permettre aux Français de regarder l'avenir en face et de faire leur choix. Encore faut-il que les candidats disent la vérité sur la situation présente et sur la politique qu'ils entendent suivre. Malheureusement, la campagne en cours ne pourra pas remplir ce rôle, car elle repose sur le mensonge. Les électeurs vont donc se prononcer sans connaître la gravité des échéances financières auxquelles notre pays est confronté, mais, au lendemain du scrutin, les faits que l'on cache aujourd'hui dénonceront la fausseté des discours électoraux. La France connaîtra donc un réveil post-électoral qui risque d'être redoutable. La classe politique y perdra sa crédibilité et, comme on le voit dans d'autres pays, devra passer la main. C'est aujourd'hui même qu'il faut nous interroger sur ces lendemains qui vont si fort déchanter.

L'irréalisme de nos débats électoraux éclate sitôt que l'on compare les programmes proposés au constat dressé par la Cour des comptes dans son dernier rapport. Le déficit structurel de la France s'élève à 100 milliards d'euros et doit être réduit au rythme de 20 milliards tous les ans dans les cinq prochaines années. Si nous refusons cet effort, il nous sera imposé par la contrainte financière internationale et se fera dans les pires conditions.

Dans leurs discours, les candidats se veulent sérieux et même sévères. Ayant renoncé à jouer les pères Noël-ce qui est un grand progrès-, ils s'engagent tous à redresser nos finances. Ils fixent des pourcentages, donnent des dates ; ce serait parfait s'ils ne nous payaient pas de mots, comme l'ont montré Le Point dans son récent dossier. Leurs programmes, dopés par une croissance imaginaire, présentent de simples objectifs comme des résultats alors même qu'ils ne se donnent aucun moyen de les atteindre. Ne prenons qu'un exemple : la réduction des dépenses publiques. Elle représente la plus grosse partie des économies à réaliser. Or tous les efforts consentis à ce jour ont porté sur l'augmentation des impôts. Une recette commode mais en voie d'épuisement. Il faudra certes réformer de fond en comble notre fiscalité, mais les prélèvements obligatoires, qui frôleront 47 % du PIB dans les prochaines années, ne peuvent être indéfiniment augmentés sans porter un coup fatal à notre compétitivité. La crédibilité de notre politique se jugera donc sur la diminution de la dépense publique. La Cour des comptes en a fourni le mode d'emploi : réduire les dotations aux collectivités locales, geler le point d'indice de la fonction publique, poursuivre les réductions des effectifs, désindexer les pensions, augmenter les cotisations, baisser les remboursements, remettre en question les prises en charge à 100%, etc. Loin de reprendre ces préconisations, les candidats s'en tiennent à des déclarations d'intention, principes généraux, en se gardant bien d'annoncer la moindre mesure concrète. Ainsi donnent-ils à croire que les Français se tireront de ce mauvais pas sans remettre en question notre façon de vivre. Il suffit pourtant de regarder ce qui se passe dans les pays voisins – Espagne, Portugal, Grande-Bretagne, Italie, Irlande-, pour savoir qu'on ne sort pas d'un désastre financier sans pratiquer des coupes, claires et sombres, dans les dépenses publiques.

Etat-emprunteur. De tels mensonges peuvent tromper les électeurs, certainement pas les marchés financiers, qui jugent désormais chaque Etat-emprunteur sur la qualité de sa gouvernance. Celle de la France ne résistera pas à une telle campagne et cette méfiance se paiera fort cher au lendemain des élections. Lorsque le nouveau gouvernement ira solliciter les investisseurs internationaux pour trouver les dizaines de milliards indispensables, il risque de se voir imposer des taux d'intérêts insoutenables. Si tel est le cas, la France partira en dérive vers la cessation de paiement, les promesses électorales voleront en éclats, et nous n'aurons de choix qu'entre la brutale cure d'austérité ou la faillite. Comment réagiront les Français ? Il suffit pour le prévoir de regarder les pays qui nous ont précédés dans cette voie.

Au Portugal, en Espagne, en Grande-Bretagne, les électeurs ont voté en toute connaissance de cause. Ils étaient informés des efforts qu'ils devraient consentir. Ainsi les classes politiques qui ont annoncé la rigueur tentent-elles, vaille que vaille, d'en assumer l'impopularité. En Grèce, au contraire, lors de la campagne électorale de 2009, messieurs Caramanlis et Papandréou ont menti sur les comptes et le peuple n'a découvert la réalité qu'au lendemain des élections. Après trois années de gestion chaotique, les partis ont dû passer la main à un technicien de la fiance : Louka Papademos. Le pays est au bord de l'implosion et du suicide collectif.

Le cas de l'Italie devrait intéresser tout particulièrement les français. Nicolas Sarkozy se trompe de modèle en nous proposant la voie allemande ; c'est la voie italienne que la France doit suivre. Car, pour la première, il est trop tard et, pour la seconde, il est juste temps. Donc, la classe politique, qui avait perdu tout crédit avec Silvio Berlusconi, a dû faire appel à un technocrate, Mario Monti, pour éviter la banqueroute. On ne donnait pas cher de cette expérience ; or elle a pris un très bon départ. Les Italiens sont-ils tirés d'affaire ? Nul n'oserait le prétendre. Le gouvernement Monti n'est en place que depuis une centaine de jours et reste à la merci des intrigues politiciennes, des blocages corporatistes ou d'une explosion sociale. Mais le redressement des finances est bien et bel entamé, surtout il s'accompagne d'un *risorgimento* du pays avec la guerre à l'économie souterraine et la fraude fiscale, le dynamitage des blocages corporatistes, etc. En trois mois le pays a plus changé -et, disons-le, plus progressé- qu'en trente ans. D'autant que ce grand vent de réforme s'accompagne d'une véritable révolution culturelle. Le rejet du berlusconisme, dont on oublie à quel point il était un « italianisme », a fait flamber des valeurs traditionnellement délaissées : le civisme, le sérieux, la solidarité, l'intégrité, la morale, etc. Une large majorité d'Italiens soutient l'austère Mario Monti... tout en se plaignant des mesures qu'il doit prendre. La route sera longue, mais, que l'Italie la suive jusqu'au bout ou abandonne en chemin, c'est, de toute façon, la bonne. Ce devrait être la nôtre, mais ce n'est pas la voie que nous suivons.

Révolte puissance dix. Notre campagne électorale reproduit le modèle grec de 2009. On en connaît les suites. Comment imaginer qu'une classe politique décrédibilisée par ses mensonges puisse imposer le virage à 180° qu'il faudra effectuer au bord du gouffre financier ? On se souvient de la révolte que suscita en 1995 Jacques Chirac, qui, six mois après avoir été élu sur le thème de la relance, dut imposer la rigueur. Quel qu'il soit, le vainqueur de 2012 devra affronter une semblable réaction, mais à la puissance dix, et il n'y aura pas un parti pour racheter l'autre, puisqu'ils mentent tous, à tout le moins, par omission.

Légitimé par l'élection démocratique, le pouvoir sera discrédité par son discours démagogique, alors même qu'il sera pris en tenaille entre la pression des marchés financiers et la colère d'un peuple au bord de l'explosion. La France sera donc confrontée à un problème d'autorité. C'est alors que la classe politique devra passer la main et charger une personnalité indépendante de pratiquer, à sa place et sous son contrôle, la politique de guerre qu'elle est hors de mener. Bref, il faudra trouver notre Mario Monti pour éviter la catastrophe financière et assurer le redressement économique.

Ce personnage devra combiner compétence et intégrité sans être dépendant du monde de l'argent et pas davantage des partis politiques. S'il ne lui est pas nécessaire d'avoir un grand charisme, il faut, en revanche, éviter le technocrate au cœur sec, le comptable coupé des français. Une sensibilité de gauche serait bienvenue pour faire accepter les indispensables mesures d'austérité, en écartant la suspicion de favoriser riches et banquiers. Il faut enfin se situer au-dessus des partis, car la politique à mener ne sera pas moins de droite que de gauche, à l'image de celle qu'applique Mario Monti.

L'homme du sursaut. Le seul qui corresponde à ce portrait-robot, c'est le premier président de la Cour des comptes : Didier Migaud. Rappelons qu'il fut député socialiste de 1988 à 2009, qu'il a présidé la commission des Finances de 2007 à 2010 et qu'il fut nommé par Nicolas Sarkozy à son poste actuel. Il est apprécié de la gauche comme de la droite et sa compétence ne porte pas la tare de l'Ena. Voilà un technicien légitimé par le suffrage universel, un élu ayant pris ses distances avec la politique, et, surtout un homme à l'intégrité unanimement reconnue qui, dans l'exercice de ses fonctions actuelles, s'est révélé aussi strict avec ses anciens amis qu'avec ses adversaires traditionnels.

Je ne connais pas M. Didier Migaud ; je ne juge ici qu'un parcours et un profil. Je ne vois nul autre Français qui réponde aussi bien aux exigences de la situation. Il représente donc le recours pour une France acculée, comme le fut l'Italie. Encore faudrait-il ne pas gâcher cette chance. Si la gauche gagne les élections, la tentation sera grande pour elle de confier le ministère des Finances au seul socialiste qui ait gardé la confiance des marchés financiers. Fasse le ciel que le Président de la Cour des comptes ne tombe pas dans ce piège ! Car sa crédibilité ne servirait à rien et serait perdue si elle était prise en otage par une classe politique discréditée. Didier Migaud ne peut être l'homme du sursaut que s'il est nommé à Matignon et pas à Bercy et s'il est soutenu au Parlement par 400 députés et non par les seuls représentants de la majorité. Telle est aujourd'hui la voie du salut. Quoi que vous en pensiez, monsieur Migaud, vous êtes l'homme du recours. Préparez-vous, car nous aurons grand besoin de vous.